



96

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT

N° 96 /AAONO/MINTP/CIPM-TCRI/CCCM-TR/2024 DU 18 OCT 2024

EN PROCEDURE D'URGENCE, POUR L'EXECUTION DES TRAVAUX D'ENTRETIEN CONFORTATIF DE LA ROUTE NATIONALE N6 : FOUMBOT - FOUMBAN (42,00 KM) DANS LA REGION DE L'OUEST. FINANCEMENT : BUDGET DU MINTP-LIGNE FONDS ROUTIER ET DU BIP, EXERCICES 2024, 2025 ET 2026.

Le Ministre des Travaux Publics, Maitre d'Ouvrage, lance pour le compte du Gouvernement de la République du Cameroun, un Appel d'Offres National Ouvert pour la réalisation des travaux sus-indiqués.

1. Objet de l'Appel d'Offres

Le présent Appel d'Offres a pour objet l'exécution des travaux d'entretien confortatif de la route nationale N6 : Foubot - Fouban (42,00 Km) dans la Région de l'Ouest.

2. Allotissement

Les travaux objet du présent Appel d'Offres, sont constitués en un (01) lot unique comme suit :

Région	Tronçon	Linéaire Estimé (km)	Budgets Prévisionnels TTC (FCFA)	Délais (mois)	Type d'intervention
Ouest	Foubot - Fouban	42,00	Phase 1 (2024) : FR : 500 000 000 BIP : 1 500 000 000	Phase 1 : 12 Phase 2 : 24	Entretien/renforcement de la chaussée, y compris l'assainissement et le drainage
			Phase 2 (2025 et 2026) : FR : 1 500 000 000 BIP : 3 500 000 000		
TOTAL		42,00	7 000 000 000	36	

3. Consistance des travaux

Outre les interventions d'ordre général relatives à la série 000, les travaux à exécuter dans le cadre du présent marché comprennent les opérations suivantes dont la liste n'est pas exhaustive :

- Les nettoyages et les terrassements des abords de la chaussée y compris les déblais et les remblais ;
- Le recyclage de la chaussée existante et des accotements, sur 25 cm avec apport complémentaire éventuel de matériaux naturels d'épaisseur moyenne de 5 cm et traitement à émulsion de bitume (ECL60) ;
- La réparation des nids de poule avec des graves concassées et béton bitumineux ;
- La mise en œuvre d'une couche d'imprégnation en émulsion sablage ;
- La mise en place de la couche de roulement en enduit superficiel (bicouche et tricouche) ;
- L'exécution de l'assainissement et du drainage par le curage des fossés bétonnés, la réalisation des fossés triangulaire en béton armé de 80x60 et les caniveaux bétonnés avec dalettes ;
- La réalisation de la signalisation verticale et horizontale

Lesdits travaux sont amplement définis dans le CCTP.

4. Participation et origine

La participation est ouverte à égalité de conditions à toutes les entreprises ou groupement d'entreprises de travaux publics installés au Cameroun. Pour les PME, les groupements d'entreprises sont encouragés.

5. Financement

Les travaux objet du présent Appel d'offres sont financés par Budget du MINTP-Ligne Fonds Routier, BIP du MINTP, Exercices 2024, 2025 et 2026.

6. Mode de soumission

Le mode de soumission est : « En ligne » via COLEPS. Autrement dit, il n'est pas possible de soumissionner hors ligne pour cet Appels d'Offres.

7. Délai d'exécution

Le délai d'exécution maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des travaux est de 36 mois calendaires (hors période de garantie) réparti sur trois années (ou 02 phases), soit douze (12) mois calendaires pour la phase 1 et vingt quatre (24) mois pour la phase 2 suivant le tableau ci-après :

Région	Tronçon	Linéaire Estimé (km)	Délais (mois)	Type d'intervention
Ouest	Foumbot - Foumban	42	Phase 1 : 12	Entretien/renforcement de la chaussée, y compris l'assainissement et le drainage
			Phase 2 : 24	
TOTAL		42	36	

Le délai court à compter de la date de notification de l'Ordre de Service de commencer les travaux, et comprend les périodes de pluies ainsi que toutes les intempéries et sujétions diverses.

8. Cautionnement provisoire (garantie de soumission)

Les offres devront être accompagnées d'un cautionnement provisoire (garantie de soumission) d'une durée de validité de cent vingt (120) jours à compter de la date initiale de remise des offres et établi selon le modèle indiqué dans le Dossier d'Appel d'Offres par une banque ou une compagnie d'assurance agréée et habilitée à émettre des cautions dans le cadre des Marchés Publics (voir liste pièce 11 du DAO), de montant Cent-trente millions (130 000 000) de FCFA.

Sous peine de rejet, le cautionnement provisoire devra impérativement être produit en original datant de moins de trois (03) mois.

Le cautionnement provisoire sera libéré d'office dès publication de la décision d'attribution, pour les soumissionnaires n'ayant pas été retenus. Dans le cas où le soumissionnaire est adjudicataire du marché, le cautionnement provisoire sera libéré après constitution du cautionnement définitif.

Les chèques bancaires même certifiés ne sont pas acceptés en lieu et place du cautionnement provisoire.

9. Consultation du dossier d'Appel d'Offres

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être consulté aux heures ouvrables à la Cellule des Appels d'Offres de la Direction des Contrats du Ministère des Travaux Publics à Yaoundé, située au 2ème étage du nouveau bâtiment R+3 abritant certains Services Centraux du Ministère des Travaux Publics, Tél. : 222 229 234, logée dans l'enceinte de la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre, Porte 206.

Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublic.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm).

10. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

La version physique du dossier d'appel d'offres peut être obtenue aux heures ouvrables à la Cellule des Appels d'Offres de la Direction des Contrats du Ministère des Travaux Publics à Yaoundé, située au 2ème étage du nouveau bâtiment R+3 abritant certains Services Centraux du Ministère des Travaux Publics, Tel. : 222 229 234, logée dans l'enceinte de la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre, Porte 210, sur présentation d'une quittance de versement au Trésor Public d'une somme non remboursable de huit cent mille (800 000) Francs CFA au titre des frais d'achat de dossier.

Lors du retrait dudit DAO, les soumissionnaires devront se faire enregistrer, en indiquant leur adresse complète (Boîte Postale, Numéro de téléphone, fax, E-mail ...).

Cette quittance devra identifier l'acquéreur comme représentant l'Entreprise désireuse de participer à l'Appel d'Offres.

Tous les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne dûment mandatée (même en cas de groupement) de leur choix ayant une parfaite connaissance du dossier.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux dispositions du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis de D'Appel d'Offres.

15. Critères d'évaluation des offres

15.1 Critères éliminatoires

- a) Absence à l'ouverture des offres, de l'original du cautionnement provisoire ;
- b) Absence ou non-conformité après le délai de 48 heures après l'ouverture des offres, d'au moins une des pièces du dossier administratif à l'exception du cautionnement provisoire ;
- c) Fausse déclaration ou pièce falsifiée ou pièce non authentique ;
- d) Offre technique incomplète pour absence ou non-conformité de l'une des pièces suivantes :
 - Note méthodologique afférente au projet et justifiant la possession d'une unité de production de l'émulsion sur le chantier ou présenté un précontrat avec un fabricant (local ou étranger) pour la production de l'émulsion ;
 - Déclaration sur l'honneur attestant que le soumissionnaire n'a pas abandonné un marché au cours des trois dernières années, et qu'il ne figure pas sur la liste des entreprises défailtantes établies par le Ministère des Marchés Publics ;
 - Capacité de financement ou une ligne de crédit d'au moins 1 500 000 000 F CFA, délivrée par une banque de premier ordre agréé par le Ministre en charge des Finances.
- e) Non justification de la possession en propre du matériel minimum constituant la liste suivante :
 - cinq (05) camions bennes ;
 - une (01) recycleuse d'au moins 300 mm de profondeur de travail, équipée à l'origine de deux rampes sous cloches (Pour cet équipement, la possession peut également être justifiée en location ou par leasing;
 - un (01) camion-citerne bouille à émulsion ou une (01) répandeuse à émulsion, d'au moins 9000 L ;
 - un (01) camion-citerne à eau d'au moins 18 m³;
 - un (01) Compacteur à pneu d'au moins 25 tonnes ;
 - une (01) niveleuse.
- f) N'avoir pas présenté un Conducteur des travaux remplissant les conditions de qualification et d'expérience spécifiques demandées dans le RPAO ;
- g) N'avoir pas présenté un rapport illustré de la visite de site, assorti de photos de sections critiques de la route avec leurs localisations (le rapport ne sera pas considéré sans ces images) ;
- h) N'avoir pas justifié d'un chiffre d'affaires (moyenne annuel) minimum de deux milliards (2 000 000 000) de Francs CFA TTC au cours des cinq (05) dernières années ;
- i) Absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée ;
- j) Absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
- k) Offre financière incomplète pour absence ou non-conformité de l'une des pièces suivantes :
 - la soumission timbrée, datée et signée ;
 - le bordereau des prix unitaire (BPU) suivant le modèle (pièce 6) avec indication des prix hors TVA en chiffres et en lettres ;
 - le Dévis Quantitatif et Estimatif ;
 - le sous-détail des prix unitaires quantifiés (l'absence ou la non-conformité au modèle entrainera l'élimination du candidat).

- l) Omission dans l'offre financière d'un prix unitaire quantifié ;
- m) N'avoir pas obtenu au moins un total de 2 critères sur les 3 critères essentiels.

15.2 Critères essentiels

L'évaluation des offres techniques sera faite sur 3 critères sur la base des critères essentiels ci-dessous :

- a) Le personnel d'encadrement proposé (pièce 9.5) sur 1 critère ;
- b) Le matériel à mobiliser sur 1 critère ;
- c) Les références du soumissionnaire sur 1 critère.

NB : Tout agent public listé parmi le personnel et qui n'a pas présenté tous les documents Administratifs susceptibles de justifier sa démission ou sa libération de la Fonction Publique ou sa mise en indisponibilité sera considéré comme non valable.

16. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent tenus par leur offre pendant quatre-vingt-dix (90) jours à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

17. Attribution du Marché

Le marché sera attribué au soumissionnaire présentant l'offre évaluée la moins disante et remplissant les critères administratives, techniques et financières requis.

18. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires d'ordre technique peuvent être obtenus auprès de la Direction des Contrats du Ministère des Travaux Publics à Yaoundé, située au 2ème étage du nouveau bâtiment R+3 abritant certains Services Centraux du Ministère des Travaux Publics, sise dans l'enceinte de la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre, porte 210 ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>.

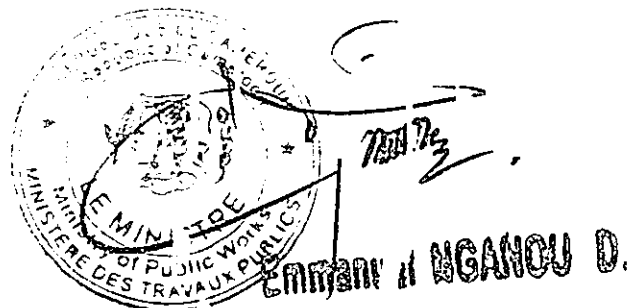
19. Assistante technique

Pour obtenir une assistance technique, en cas de survenance d'un problème technique ou lié à l'utilisation de la plateforme, bien vouloir appeler aux numéros (+237) 222 238 155 / 222 235 669 ou écrire à l'adresse email dsi@minmap.cm

20. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute tentative de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler le MINMAP ou envoyer un SMS aux numéros suivants : (+237) 673 20 57 25 e 699 37 07 48.

Yaoundé, le _____





No. 90 /AAONO/MINTP/CIPM-TCRI/CCCM-TR/2024 OF 18 OCT 2024

OPEN NATIONAL CALL FOR TENDERS
IN EMERGENCY PROCEDURE, FOR THE EXECUTION OF REINFORCEMENT
MAINTENANCE WORKS ON THE NATIONAL ROAD No.6: FOUMBOT - FOUMBAN (42.00
KM), IN THE WEST REGION. FINANCING: MINTP BUDGET, ROAD FUND LINE, FINANCIAL
YEARS 2024, 2024 AND 2026.

The Minister of Public Works, Project Owner, hereby issues on behalf of the Government of the Republic of Cameroon, an Open National Call for Tenders for the execution of the above works.

1. Purpose of the Call for Tenders

The purpose of this Call for Tenders is to execute reinforcement maintenance works on National Road N6: Foubot - Fouban (42.00 Km), in the West Region.

2. Allotment

Works under this Call for Tenders shall be tendered for in one (1) lot as follows:

Region	Road section	Estimated length (km)	Estimated amount, taxes included (CFA F)	Time frame (months)	Type of intervention
West	Foubot - Fouban	42.00	Phase 1 (2024): RF: 500,000,000 PIB: 1,500,000,000	Phase 1: 12 Phase 2: 24	Carriageway maintenance/reinforcement, including sanitation and drainage
			Phase 2 (2025 and 2026): RF: 1,500,000,000 PIB: 3,500,000,000		
TOTAL		42.00	7,000,000,000	36	

3. Scope of works

In addition to general work relating to the series 000, works to be carried out under this contract include the following among other operations:

- Cleaning and earthworks around the carriageway, including excavation and backfill;
- Recycling 25 cm of the existing carriageway and shoulders, with the possible addition of natural materials of an average thickness of 5 cm and treatment with bitumen emulsion (ECL60);
- Filling of potholes using crushed graded aggregates and bituminous concrete;
- Implementation of penetration prime coat through emulsion and sanding;
- Laying of (double and triple) surface dressing wearing course;
- Sanitation and drainage through the cleansing of masonry ditches, construction of 80x60 triangular reinforced concrete ditches and concrete gutters with slabs;
- Installation of upright and surface signing;

These works are more detailed in the Special Technical Causes (CCTP).

4. Eligibility

Participation shall be opened on equal conditions to all Cameroon-based public works contractors or consortiums. For SME, consortiums are encouraged to tender.

5. Financing

Works under this Call for Tenders shall be financed by the budget of the Ministry of Public Works, 2024, 2025 and 2026 Financial Years.

6. Bidding method:

Bidding shall be carried out as follows: "On line" via COLEPS. In other words, one cannot submit bids off-line for this Call for Tenders.

7. Execution time frame

The maximum execution time frame set by the Project Owner for the execution of works is **thirty-six (36) calendar months** (excluding the warranty period) over three years (or 2 phases), i.e. **twelve (12) calendar months per phase** according to the following table:

Region	Road section	Estimated length (km)	Time frame (months)	Type of intervention
West	Foumbot - Fouban	42	Phase 1: 12	Carriageway maintenance/reinforcement, including sanitation and drainage
			Phase 2: 24	
TOTAL		42	36	

The time frame shall run from the date of notification of the Service Order to Start, and shall include rainy periods as well as all bad weather conditions and undefined contractual obligations.

8. Provisional guarantee (bid bond)

The tenders shall include a provisional guarantee (bid bond) amounting to **130,000,000 (one hundred and thirty million)** and valid for **one hundred and twenty (120) days**, with effect from the initial tender submission deadline. This guarantee shall be issued, in keeping with the model indicated in the Tender Documents, by a bank or an insurance company authorised to issue bonds within the framework of Public Contracts (See the list of Document 11 in Tender Documents)

The provisional guarantee must be the original copy and not older than three (3) months, otherwise it will be rejected.

The provisional guarantee of unsuccessful tenderers shall be released automatically upon publication of the contract award decision. In case the bidder is awarded the contract, it shall be released as soon as the final bond shall have been provided.

Bank or certified cheques are not accepted in place of the provisional guarantee.

9. Consultation of Tender Documents

The Tender Documents may be consulted during working hours at the Ministry of Public Works, Department of Contracts, Tenders Unit, situated on the 2nd floor of the new 3-storey building hosting some Central Services of the Ministry of Public Works, Tel.: 222 229 234, located in the premises of the Centre Regional Delegation of Public Works, Room 206.

It can also be accessed online via the **COLEPS platform** at the addresses: <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> on the PCRA website (www.armp.cm).

10. Acquisition of Tender Documents:

The printed version of Tender Documents may be obtained during working hours at the Tenders Unit, Department of Contracts of the Ministry of Public Works, situated on the 2nd floor of the new 3-storey building hosting some Central Services of the Ministry of Public Works, Tel.: 222 229 234, in the premises of the Regional Delegation of Public Works for the Centre, Room 210, upon presentation of the receipt of payment into the Public Treasury of a non-refundable fee of **eight hundred thousand (800,000) CFA Francs**.

Upon withdrawal of the said tender documents, tenderers shall be registered by indicating their full address (PO Box, Telephone number, Fax, E-mail, etc.).

The said receipt must identify the purchaser as the representative of the contractor willing to participate in the Call for Tenders.

11. Presentation of Tenders

The maximum sizes of above mentioned documents (Volume 1, Volume 2 and Volume 3) that will transit on the platform and constitute the bidder's offer are as follow:

- 5 Mb for Administrative Documents (Volume 1);
- 15 Mb for the Technical Offer (Volume 2);
- 5 Mb for the Financial Offer (Volume 3);

Accepted formats include:
 - PDF format for texts;
 - JPEG for images.
 Candidates shall make sure that a compression software is used to reduce the size of the files to be forwarded.

12. Submission of Tenders

The bid shall be submitted by the tenderer on COLEPS platform latest on 26 NOV 2024 at 11 a.m. Besides, the original of a stamped bid bond and a back-up copy of the bid saved in a USB drive or CD/DVD shall be submitted, against the receipt of submission of tenders on COLEPS platform and in a sealed envelope, to the Ministry of Public Works, Department of Contracts, Tenders Unit, situated on the 2nd floor of the new 3-storey building hosting some Central Services of the Ministry of Public Works, located in the premises of the Regional Delegation of Public Works for the Centre, Room 206 latest on 26 NOV 2024 at 11 a.m. It shall bear the following:

“OPEN NATIONAL CALL FOR TENDERS
IN EMERGENCY PROCEDURE, FOR THE EXECUTION OF REINFORCEMENT
MAINTENANCE WORKS ON THE NATIONAL ROAD No.6: FOMBAN - FOMBOT (42.00
KM), IN THE WEST REGION. FINANCING: MINTP BUDGET, ROAD FUND LINE,
FINANCIAL YEARS 2024, 2005, 2026.
TO BE OPENED ONLY AT THE TENDER EVALUATION SESSION”

13. Tender Compliance

Bids that do not comply with the method of separation of the administrative, technical and financial files and the method of presentation of the bids described in point 10) above, will be rejected by the Project Owner when submitted. Any bid not complying with the requirements of this Call for Tenders and the Tender Documents shall be rejected. This is particularly relevant in the absence of the bid bond established in keeping with the model indicated in the Tender Documents and issued by a bank or an insurance company authorised to issue bonds within the framework of Public Contracts, valid for thirty (30) days with effect from the expiry of the tender validity. Least they be rejected, shall be submitted only the originals or true copies of the relevant administrative documents, certified by the issuing service, in keeping with the requirements of the Special Tenders Regulation. These administrative documents must date no more than three (3) months, with effect from the initial tender submission deadline and shall be issued after the publication of the Call for Tenders.

14. Opening of tenders

The tenders shall be opened on 27 NOV 2024 as from 12 noon in the meeting room of the Internal Tenders Board for Infrastructure Construction and Rehabilitation Works at the Centre Regional Delegation of Public Works.

15. Tender Evaluation Criteria
15.1 Eliminator criteria

a) Absence of the original provisional bond at the opening of tenders:
 All tenderers may attend the opening session or each have themselves represented by one duly mandated person of their choice (even in the event of a consortium) with sound knowledge of the file. Least they be rejected, shall be submitted only the originals or true copies of administrative documents, certified by the issuing service, or the relevant administrative authority, in keeping with the requirements of the Special Tenders Regulation. They must be less than three (3) months old or must have been established after the date of signature of the Call for Tenders.

- b) Non-compliance, after the 48-hour deadline extension following the opening session, of one of the documents in the administrative file with the exception of the provisional bond;
- c) False declaration, forged or unauthentic documents;
- d) Incomplete technical file for absence or non-compliance of one of the following required documents:
 - Methodological note relating to the project and justifying the possession of an emulsion production plant on the site or presenting a pre-contract with a (local or foreign) manufacturer for emulsion production.
 - A formal declaration attesting that the bidder did not fail to complete a public contract over the past three years and is not on the list of defaulting contractors drawn by the Ministry of Public contracts;
 - Financing capacity or a credit line of at least 1,500,000,000 CFAF, issued by a first-class bank approved by the Minister of Finance.
- e) Not showing proof of following minimum in-house equipment:
 - five (5) dump trucks;
 - one (1) recycler with a working depth of at least 300 mm, originally equipped with two ramps (Ownership of this equipment can also be proven through renting or leasing documents);
 - one (1) emulsion tanker or one (1) emulsion spreader, of at least 9,000 L;
 - one (1) water tanker, of at least 118 m³;
 - one (1) tyre compactor of at least 25 tonnes;
 - one (1) grader;
- f) Not having presented a Foreman meeting the specific qualification and experience requirements under the Special Tenders Regulation;
- g) Failure to submit an illustrated report of the site visit, with photos of the critical sections of the road and their locations (the report will not be considered without these images);
- h) Not having provided proof of a minimum turnover (annual average) of two billion (2,000,000,000) CFA Francs including taxes over the last five (5) years;
- i) Absence of the declaration of commitment to respect environmental and social clauses, dated and signed;
- j) Absence of the stamped and signed integrity policy;
- k) Incomplete financial offer due to absence or non-compliance of one of the following required documents:
 - the stamped, dated and signed bid;
 - the Unit Price schedule (UPS) in compliance with the model (document 6) indicating the prices exclusive of VAT in figures and in words;
 - the Bill of quantities;
 - the breakdown of quantified unit prices (the absence or non-conformity of the model will result in disqualifying the candidate).
- l) Omission of a quantified unit price in the financial offer;
- m) Failure to have obtained at least a total of 2 out of the 3 essential criteria.

15.2 Essential criteria

The technical proposals shall be evaluated out of 3 criteria based on the following essential criteria:

- a) Proposed supervisory staff (document 9.5) on 1 criterion;
- b) Equipment to be mobilised on 1 criterion;
- c) Contractor's references on 1 criterion;

Note: Any public service employee listed among the staff, who has not presented all administrative documents justifying their resignation or release from the public service or their non-active status, shall not be accepted.

16. Tender validity

Tenderers shall be bound by their tenders for a period of ninety (90) days with effect from the tender-submission deadline.

17. Contract Award

The contract shall be awarded to the lowest bidder who meets the relevant financial, technical and administrative requirements.

18. Further Information

Further technical information may be obtained at the Department of Contracts, Tenders Unit, situated on the 2nd floor of the new 3-storey building housing some Central Services of the Ministry of Public Works, located in the premises of the Regional Delegation of Public Works for the Centre, Room 210 or on the COLEPS platform online via <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>.

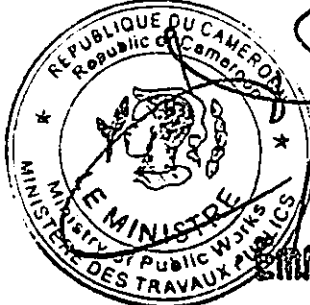
19. Technical Assistance

For technical assistance, in the event of any problem related to the use of the platform, please call (+237) 222 238 155/222 235 235 669 or write to the following email address: dsi@minmap.cm

20. Fight against corruption and malpractice

In the event of any corrupt practices, please call MINMAP or send an SMS to the following numbers: (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48.

Yaounde,


[Handwritten signature]
Emmanuel NGAÏNOU D.